



**DEMANDE VISANT À CE QUE LE SECOND PROJET DE
RÈGLEMENT CONTENANT LES DISPOSITIONS CI-APRÈS
IDENTIFIÉES SOIT SOUMIS À L'APPROBATION DES
PERSONNES HABLES À VOTER**

SECOND PROJET DE RÈGLEMENT N° 1275-327

Titre : Règlement modifiant le Règlement de zonage n° 1275 afin d'introduire des normes de stationnement applicables aux zones H3-1006 et H5-1007 et de corriger la marge de recul latérale minimale pour les bâtiments de structure jumelée ou contiguë applicable à la zone H5-360

Disposition (s) : _____

Je, soussigné, personne habile à voter de la **zone** _____ **concernée**, demande que cette ou ces dispositions du second projet de règlement soient soumises à l'approbation des personnes habiles à voter concernées.

Prénom et nom (lettres moulées) :

Adresse donnant le droit à l'inscription sur la liste référendaire (lettres moulées) :

Qualité de personne habile à voter

- domicilié
- propriétaire **non résident** d'un immeuble
- occupant d'un établissement d'entreprise
- copropriétaire d'un immeuble (**joindre la procuration à ce document**)
- cooccupant d'un établissement d'entreprise (**joindre la procuration à ce document**)

Signature

Date

Note : Les informations personnelles ci-dessus ont un caractère public en vertu de l'article 659 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ c E-2.2).

Coordonnées (facultatif)¹

Numéro de téléphone : _____

Courriel : _____

¹ Ces coordonnées seront utilisées seulement pour communiquer avec vous si des précisions sont requises pour le traitement de votre demande.

Conditions à remplir pour être une personne habile à voter ayant le droit d'être inscrite sur la liste référendaire d'une des zones concernées

À la date d'adoption du second projet de règlement faisant l'objet de la demande, la personne doit :

- être une personne physique domiciliée dans l'une des zones concernées et, depuis au moins six mois, au Québec;
- être majeure, de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle;
- ne pas avoir été déclarée coupable d'une infraction constituant une manœuvre électorale frauduleuse.

OU

- être une personne physique² ou morale³ qui, depuis au moins 12 mois, est :
 - propriétaire unique d'un immeuble situé dans l'une des zones concernées, à la condition de ne pas être domiciliée dans l'une des zones concernées;
 - occupante unique d'un établissement d'entreprise situé dans l'une des zones concernées à la condition de ne pas être domiciliée ni propriétaire unique d'un immeuble situé dans l'une des zones concernées;
 - copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupante d'un établissement d'entreprise situé dans l'une des zones concernées, à la condition d'avoir été désignée au moyen d'une procuration signée par la majorité des copropriétaires ou cooccupants qui sont des personnes habiles à voter de l'une des zones concernées.

Outre son inscription à la suite de toute désignation comme représentant d'une personne morale, la personne qui est habile à voter à plusieurs titres ne peut formuler une demande qu'à un seul titre, selon l'ordre de priorité suivant :

- à titre de personne domiciliée;
- à titre de propriétaire unique d'un immeuble;
- à titre d'occupant unique d'un établissement d'entreprise;
- à titre de copropriétaire indivis d'un immeuble;
- à titre de cooccupant d'un établissement d'entreprise.

Précisions concernant l'adresse devant figurer sur votre demande

L'adresse devant être inscrite sur votre demande est, selon la qualité donnant à la personne habile à voter le droit d'être inscrite sur la liste référendaire de l'une des zones concernées:

- l'adresse de domicile, dans le cas d'une personne habile à voter domiciliée dans l'une des zones concernées;
- l'adresse de l'immeuble, dans le cas d'une personne habile à voter qui est propriétaire unique ou copropriétaire indivis d'un immeuble situé dans l'une des zones concernées;
- l'adresse de l'établissement d'entreprise, dans le cas d'une personne habile à voter qui est occupante unique ou cooccupante d'un établissement d'entreprise situé dans l'une des zones concernées.

² Cette personne doit être majeure, de citoyenneté canadienne, ne pas être en curatelle et ne pas avoir été déclarée coupable d'une infraction constituant une manœuvre électorale frauduleuse.

³ La personne morale exerce ses droits par l'entremise d'un de ses membres, administrateurs ou employés qu'elle désigne par résolution. La personne désignée doit, à la date d'adoption du second projet de règlement, être majeure et de citoyenneté canadienne et ne doit pas être en curatelle ni avoir été déclarée coupable d'une infraction constituant une manœuvre électorale frauduleuse.

Procuration ou résolution

Condition supplémentaire aux copropriétaires indivis d'un immeuble et aux cooccupants d'un lieu d'affaires : être désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des copropriétaires ou cooccupants, comme celui qui a le droit de signer la demande en leur nom et d'être inscrit sur la liste référendaire le cas échéant. **Cette procuration doit être produite avant ou en même temps que la demande.**

Condition supplémentaire au droit de signer une demande par une personne morale : avoir désigné, parmi ses membres, administrateurs et employés, par résolution, une personne qui, à la date de l'adoption du second projet de règlement, est majeure, de citoyenneté canadienne, qui n'est pas en curatelle et qui n'est frappée d'aucune incapacité de voter selon la loi. **Cette résolution doit être produite avant ou en même temps que la demande.**

Transmission de votre demande

Toute demande visant à ce que ce second projet de règlement soit soumis à l'approbation des personnes habiles à voter des zones concernées peut être remise en main propre, au bureau de la municipalité, ou transmise par l'un ou l'autre des moyens suivants :

- par la poste, à l'adresse suivante :
Ville de Vaudreuil-Dorion
A/S Greffe – Règlement n° 1275-327
2555, rue Dutrisac
Vaudreuil-Dorion (Québec) J7V 7E6
- par courriel, à l'adresse suivante : demande_ouverture_registre@ville.vaudreuil-dorion.qc.ca